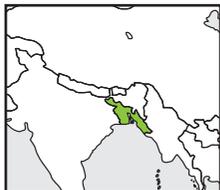


## Moins durable, plus vulnérable



Très peu de pays se trouvent aussi affectés par le changement climatique que le Bangladesh, qui n'émet pourtant qu'une quantité minimale de carbone dans l'atmosphère. De plus, les efforts fournis par le Gouvernement pour aborder la durabilité ont été insuffisants. Les sujets gravitant autour de l'environnement comme la surpopulation et la dégradation des conditions de vie dans les villes principales ne sont pas abordés. Les migrants climatiques déstabilisent une économie qui, n'étant déjà pas durable, fait de ce pays l'un des plus vulnérables à la pénurie d'aliments et aux catastrophes naturelles.

Unnayan Shamannay

Md. Akhter Hossain, Chercheur

EquityBD

Rezaul Karim Choudhury, Modérateur en chef

Shamannay

Suzana Karim, Chercheur associé

Dix-neuf ans après la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement de 1992 il est temps de revisiter ses principes. Le deuxième principe signale que : « Conformément à la Charte des Nations Unies et aux principes du droit international, les États ont le droit souverain d'exploiter leurs propres ressources selon leur politique d'environnement et de développement, et ils ont le devoir de faire en sorte que les activités exercées dans les limites de leur juridiction ou sous leur contrôle ne causent pas de dommages à l'environnement dans d'autres États ou dans des zones ne relevant d'aucune juridiction nationale ». L'impact du changement climatique sur le Bangladesh est évident, et il provient en définitive du mauvais usage des ressources naturelles par les pays développés, auxquels il correspond d'offrir une compensation.

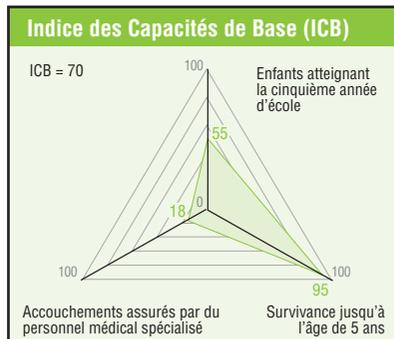
Le principe n° 8 établit que « Afin de parvenir à un développement durable et à une meilleure qualité de vie pour tous les peuples, les États devraient réduire et éliminer les modes de production et de consommation non viables et promouvoir des politiques démographiques appropriées ». Cependant, les styles de vie des pays développés s'appuient sur l'emploi de combustibles fossiles et sont donc fondés sur un « mode de production non viable ». Les ressources d'hydrocarbures non seulement sont limitées, mais elles sont aussi l'une des causes principales de la dégradation environnementale et du changement climatique. Les responsables des politiques des pays développés n'ont pas su limiter les émissions, ni proposer des modèles alternatifs de production durable et des modes de vie visant l'égalité des droits environnementaux de tous les habitants de la planète.

### Une économie non durable

Le pays a atteint ces dernières années de nombreux objectifs de développement. Par exemple :

- Le revenu *per capita* s'est accru, atteignant 780 USD en 2011<sup>1</sup>.

1 Priyo, *Per-capita income rises to \$780 as GDP growth defies recession*, (1er juillet 2011).



- L'inscription à l'école primaire a atteint 90% au cours des dernières décennies<sup>2</sup>.
- Le taux de mortalité infantile a baissé, passant de 71,66 % en 2000 à 50,73 % en 2011<sup>3</sup>.
- L'espérance de vie a augmenté, passant de 50 ans à plus de 65 ans au cours des 20 dernières années<sup>4</sup>.
- Les exportations ont plus que triplé entre 1998 et 2010, passant de 5,1 milliards d'USD à 16,24 milliards d'USD<sup>5</sup>.

Mis à part ces succès, le Gouvernement intérim de Fakhruddin Ahmed (2007-09) suivit un modèle non durable inapte à améliorer la sécurité alimentaire. Ses mesures adultératrices, par exemple, incitèrent de nombreux importateurs et commerçants à interrompre l'importation et la distribution d'aliments<sup>6</sup>. De plus, le Gouvernement a fait de la Garde des frontières du Bangladesh (force de sécurité paramilitaire appelée autrefois « les Bangladesh Rifles ») la seule distributrice d'aliments subventionnés aux personnes démunies, malgré ses innombrables antécédents de corruption (dans la contrebande surtout) et son manque d'expérience en la matière.

Après qu'une série de subventions rende l'emploi des pesticides et des fertilisants plus abordable, l'abus

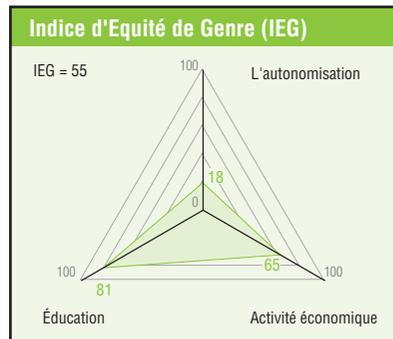
2 Trading Economics, *Total enrollment; primary (% net) in Bangladesh*, (2011); Trading Economics, *School enrollment; primary; female (% gross) in Bangladesh*, (2011).

3 Index Mundi, *Demographics: Infant mortality rate Bangladesh*, (2011).

4 Trading Economics, *Life expectancy at birth; total (years) in Bangladesh*, (2011).

5 Ibid.

6 Auteur anonyme, "The impending food crisis in Bangladesh", in D.Hulme, *Food insecurity in Bangladesh: the other crisis*, (University of Manchester, Ending world poverty, 2007).



de ces produits chimiques a non seulement réduit la fertilité des terres mais il a également menacé la santé de l'Homme<sup>7</sup>. La politique du Gouvernement s'avère clairement non durable, puisqu'elle viole les préceptes de la planification à long terme et qu'elle ignore le rapport évident entre les fertilisants, l'épuisement du sol et son érosion. Cette orientation impropre est particulièrement cruelle dans un pays aussi vulnérable aux catastrophes naturelles et au changement climatique que le Bangladesh. Si ces politiques ne changent pas dans les années à venir, elles ne feront qu'empirer les conditions de vie déjà déplorables du peuple bengali.

### Menaces environnementales

La surpopulation est la cause principale de la dégradation environnementale<sup>8</sup> et de l'épuisement des ressources<sup>9</sup>. Les menaces visent la déforestation et l'érosion du sol ; le manque d'eau potable qui est dû surtout à la masse de population, à l'inadaptation du système d'épuration, et à la propagation des contaminants non traités<sup>10</sup>. Même à Dhaka, la capitale, la distribution continue d'eau fait défaut. Dans certains quartiers, l'eau n'est disponible que de deux à quatre heures par jour ; à la saison sèche, de janvier à mars, les coupures d'eau sont fréquentes<sup>11</sup>. En 1993, des chercheurs ont découvert que les eaux souterraines du pays (source d'eau potable pour 97 % de la population rurale) étaient polluées de façon naturelle par de l'arsenic ; malgré les efforts du Gouvernement, plus de 70 millions de personnes en 2008 buvaient encore de

7 Ibid.

8 Encyclopedia of the nations, *Bangladesh - Environment*, (2011).

9 DiscoveryBangladesh, *Bangladesh: Environmental Issues*, (2011).

10 Encyclopedia of the nations, *Bangladesh - Environment*, (2011).

11 Wikipedia, *Water supply and sanitation in Bangladesh*.

l'eau qui dépassait les valeurs limites permises<sup>12</sup>. L'eau résiduelle à la superficie est souvent souillée par les excréments humains, ainsi que par les déchets urbains et industriels. Le système d'égouts reste insuffisant, le pays ne possédant qu'une seule usine d'épuration.

### Un enfer urbain

La migration des zones rurales vers les zones urbaines pose un des plus gros problèmes du pays ; chaque année, 500 000 personnes supplémentaires arrivent à Dhaka. La ville n'a pas une infrastructure suffisante pour accueillir ses résidents actuels, presque 45 % d'entre eux habitent dans des bidonvilles ou dans des quartiers où les conditions de vie ne réunissent pas les exigences d'habitabilité requises<sup>13</sup>. Cette migration est principalement due aux catastrophes naturelles, à savoir, la sécheresse, les inondations, les cyclones, la perte de terres agricoles par l'érosion des rivières et l'absence d'un marché du travail viable dans les zones rurales<sup>14</sup>. Rares sont les émigrants qui améliorent leurs conditions de vie dans les villes : le revenu des ménages moyen dans les zones urbaines représente à peine 1 USD par jour<sup>15</sup>.

Cette situation insoutenable prend sa source dans l'absence d'efforts habituel en faveur du développement durable et de planification à long terme. Au cours des vingt dernières années, les gouvernements ont négligé la production agricole et mis en œuvre quelques rares mesures destinées à planifier ou à contrôler la croissance urbaine. Ils ont de plus encouragé la centralisation, se sont désintéressés du développement rural et ne sont pas arrivés à multiplier les opportunités dans des villes autres que la capitale. Cela se traduit par une accentuation du déséquilibre géographique des recettes : Dhaka contrôle environ 70 % de l'offre monétaire du pays et attire presque 60 % de l'investissement total<sup>16</sup>. Le Gouvernement a introduit quelques mesures pour donner de l'élan à la production agricole, mais il n'a pas encore abordé le sujet de l'urbanisation, pourtant impérieux. Dhaka, à vrai dire, devient un enfer urbain. La pollution atmosphérique, provoquée en grande partie par les autobus et les camions, s'intensifie. Une foule de gens déambule dans les rues, formant une marée humaine, tandis que les crimes et la violence ne font que croître.

### Recommandations

Il devient impérieux d'aborder les droits des migrants climatiques énoncés dans la Convention cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Un nouvel organisme de l'ONU doit être constitué afin d'administrer la réhabilitation de ces droits. L'article 13 de la Déclaration de Rio décrète l'obligation de donner une indemnisation en cas d'effets néfastes dus à la pollution ou aux dommages causés à l'environnement ; le nouvel organisme peut agir en tant que coordinateur pour gérer le fonds de compensation.

Si l'on croit que tous les citoyens du monde ont droit aux aliments, un nouvel ordre alimentaire mon-

## CHANGEMENT CLIMATIQUE : À QUI REVIENT CE COMPTE ?

Le Bangladesh est responsable de moins d'un cinquième de 1 % des émissions de gaz à effet de serre mondiales<sup>1</sup>. Cependant, d'après le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), c'est également un des pays les plus vulnérables à ses nuisances<sup>2</sup>. Dans les prochaines décennies on prévoit que ces effets nuisibles incluront des conditions climatiques extrêmes (par exemple, des cyclones tropicaux), un accroissement des précipitations, de la sédimentation et des températures moyennes; le débordement des rivières; l'érosion côtière; la fonte de la calotte glaciaire de l'Himalaya; et la hausse du niveau de la mer. Le Bangladesh serait menacé par chacune de ces catastrophes.

Le PNUD signale que le Bangladesh est davantage enclin aux cyclones tropicaux. Par exemple, le cyclone Aila qui ravagea le pays le 25 mai 2009, emportant avec lui de grandes quantités de terre, surtout dans les îles longeant la côte, provoqua le déplacement de plus de 400.000 personnes<sup>3</sup>. Selon le Service d'aide humanitaire et de protection civile de la Commission européenne (ECHO), près de 40.000 personnes furent émigrer de la région de Khulna, 30.000 de Paikgacha, 18.000 de Dacope et 12.000 de Batiaghata upazila. Certaines personnes des zones côtières émigrèrent vers les pays voisins, en Inde par exemple<sup>4</sup>.

Le changement climatique réduira la production agricole et mènera à une pénurie certaine d'eau potable, compromettant ainsi la capacité du pays à élever la croissance économique et à éradiquer la pauvreté<sup>5</sup>. Dans le pire des cas, la hausse du niveau de la mer déplacera des millions de personnes, à moins de fortifier les polders côtiers existant et d'en construire de nouveaux. Il est primordial que le gouvernement se prépare à ces défis et qu'il s'attache à penser et à planifier à long terme<sup>6</sup>.

1 M.A.Hossain, "Bangladesh: more poverty, vulnerability and food insecurity," («Bangladesh: plus de pauvreté, de vulnérabilité et d'insécurité alimentaire»), *Social Watch Report 2010*, (Rapport de Social Watch 2010. Montevideo: 2010), p.66.

2 M.L.Parry et al. (eds), *Contribution of Working Group II to the Fourth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change* (New York: Cambridge University Press, 2007), (Contribution du IIe Groupe de Travail pour le Quatrième rapport d'évaluation du Panel Intergouvernemental sur le Changement climatique. Nueva York. Presses de l'Université de Cambridge, 2007).

3 Voir: <wapedia.mobi/en/Cyclone\_Aila>

4 P. Gain, "Aila, Shrimp and failed mud walls", *The Daily Star* 3, n° 1 (janvier 2010).

5 Hossain, op cit.

6 Ibid.

dial doit être élaboré pour remplacer l'ordre alimentaire mondial actuel fondé sur le marché et qui ne fait qu'accroître la faim dans le monde.

Les pays développés sont historiquement responsables des dommages climatiques ; c'est particulièrement évident dans le cas du Bangladesh, car ce pays est responsable d'une partie infime des émissions mondiales de carbone, par contre il subit bien plus de dommages dus au changement climatique que les pays qui contribuent le plus à l'effet de serre. Comme l'énonce clairement le principe n° 9 de la Déclaration de Rio, les pays développés doivent atténuer l'impact négatif du changement climatique en développant des technologies durables et respectueuses de l'environnement, et en les diffusant aux pays en voie de développement ou aux pays les moins développés.

### Fonds pour le changement climatique

Le Gouvernement du Bangladesh a établi deux organismes pour épauler économiquement la mise en œuvre de la Stratégie et du Plan d'action du Bangladesh sur le Changement climatique (BCCSAP, selon son sigle en anglais) visant des mesures à moyen et long terme. Ces deux institutions sont le Fonds de Résilience au changement climatique du Bangladesh (BCCRF) et le Fonds Fiduciaire du Bangladesh pour le changement climatique.

Le BCCRF tire ses ressources des contributions de quatre donateurs principaux : Le Royaume-Uni

(avec un apport de 94,6 millions d'USD), le Danemark (1,8 millions d'USD), la Suède (13,6 millions d'USD) et l'Union européenne (11,7 millions d'USD). La Suisse a apporté 3,8 millions d'USD. Les accords du BCCRF se sont parfaits dans un Guide de mise en œuvre après un large débat entre le Gouvernement et les donateurs.

Financer le changement climatique est un grand défi pour un pays comme le Bangladesh dont la base économique est faible. Le financement alloué par le Gouvernement au BCCRF est puisé de l'investissement dans d'autres secteurs importants, tels que la santé, l'assainissement, l'éducation et la pauvreté.

### En définitive

Depuis de graves inondations jusqu'à une fonte rapide de la calotte glaciaire de l'Himalaya, les menaces liées au changement climatique que doit affronter le Bangladesh sont graves et imminentes. Les atténuer et promouvoir le développement durable demande une action décisive du Gouvernement gérée à travers un programme à long terme. Certes, ces efforts seront onéreux, surtout pour un pays aussi pauvre, mais les pays développés qui ont été les principaux responsables du changement climatique ont l'obligation – exprimée dans la Déclaration de Rio de 1992 – d'aider les pays comme le Bangladesh à affronter ses impacts. Si le Gouvernement promulgue un plan plausible de développement durable à long terme, il sera plus difficile pour les pays développés de continuer à ignorer cette obligation. ■

12 Ibid.

13 A.Khan, "Migration to Dhaka", *The Daily Star*, (26 septembre 2009).

14 Ibid.

15 Ibid.

16 Ibid.